



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 3 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALLTUB FRANCE SAS

ZI La Marinière
2 rue Charles de Gaulle
91070 Bondoufle

Références : 2024-594_ALLTUB FRANCE SAS_INSP_RAP

Code AIOT : 0006301362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement ALLTUB FRANCE SAS implanté ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 Saumur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLTUB FRANCE SAS
- ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006301362
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLTUB France exploite sur la commune de Saumur des installations de fabrication de tubes en aluminium sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2007. Ces tubes, souples ou rigides, servent d'emballage pour ses clients des industries pharmaceutiques, cosmétiques, d'hygiène, de l'agro-alimentaire, du bâtiment, de l'automobile,... Les tubes sont identifiés extérieurement par des motifs propres aux clients par l'application de laques, et sont revêtus intérieurement par des vernis permettant de protéger les futurs contenus pouvant interagir avec l'aluminium.

La visite avait pour objet principal les granulés de plastique industriel et la protection de la

ressource en eau. L'installation n'utilisant pas de granulés de plastique, seuls les points sur l'eau ont été abordés.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Ressource en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection du réseau d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Protection de la ressource en eau - économies d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.1	Sans objet
3	Consommations en eau et économies d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.2	Sans objet
5	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.3.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas concerné par les dispositions relevant des granulés de plastique industriel.

Les consommations d'eau sont comptabilisées et l'exploitant maîtrise celles-ci au maximum (notamment sa consommation spécifique) dans le cadre de son process.

L'exploitant devra justifier de la présence d'un disconnecteur global sur le site, en plus des deux disconnecteurs présents sur les réseaux de chauffage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne

gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'exploitant n'utilise pas de plastiques sous la forme de granulés sur son site industriel.
Les quantités de plastiques présentes sur le site (rubrique 2662 - seuil déclaration) sont liées à l'approvisionnement des bouchons pour les tubes produits sur le site. Ceux-ci sont livrés prêts à l'emploi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection de la ressource en eau - économies d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les arrivées d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs des quantités prélevées. De même, les postes internes suivants sont équipés de dispositifs de mesures de leurs consommations : atelier de nettoyage des cartouches, refroidissement, nettoyages des équipements et des sols,...

Constats :

L'exploitant dispose d'un compteur sur l'arrivée principale du réseau d'alimentation en eau potable, ainsi que des compteurs secondaires sur les réseaux internes.
Ces dispositifs sont équipés d'une télé relève permettant un suivi des consommations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consommations en eau et économies d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le réseau public qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 6 000 m³/an.

[...]

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Constats :

L'exploitant a transmis son historique de consommations annuelles depuis 2015.

Les consommations d'eau sont comprises entre 2 350 m³ et 3 830 m³ /an.
Elles sont inférieures à 6 000 m³/an.

La consommation spécifique, pour l'année 2023 était de 1,69 l/m². En 2024, cette consommation spécifique (au 30/11/2024) est de 1,50 l/m².

Ces valeurs sont inférieures à 8 l/m².

L'exploitant a indiqué qu'il procède régulièrement à des évolutions du procédé de recyclage des eaux de lavage des tubes pour limiter cette consommation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection du réseau d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, disconnecteurs

Prescription contrôlée :

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux récepteurs.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de deux disconnecteurs au sein du site.

L'exploitant fait réaliser les contrôles de maintenance annuelle sur ces deux disconnecteurs. Ces contrôles indiquent que les dispositifs sont destinés à protéger d'un retour d'eau provenant d'un réseau de chauffage.

Le plan communiqué par l'exploitant ne mentionne pas la présence de ces dispositifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera la présence d'un disconnecteur global permettant d'isoler les réseaux d'eaux industrielles du réseau public.

Il transmettra un plan des réseaux d'eau potable du site permettant d'identifier la localisation de l'ensemble des disconnecteurs.

En cas d'absence de disconnecteur global et de non transmission d'un plan d'action pour une mise en conformité dans les meilleurs délais, l'inspection pourra proposer une mise en demeure au Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 4.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux valeurs limites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

MES : 35 mg/l

DCO : 300 mg/l

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l

Zn et composés : 3 mg/l

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 16/03/2022, il a été constaté l'absence de surveillance de la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le réseau (collecteur qui se jette dans un fossé avant de rejoindre le Thouet). Il a été demandé à l'exploitant de procéder à une analyse des eaux portant sur les paramètres prévus dans l'arrêté d'autorisation.

Après la visite d'inspection du 06/12/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyses n°E22-45399 réalisé par IANESCO sur un échantillon du 26 octobre 2022. Les résultats de cette analyse confirment que les rejets sont conformes à la prescription de l'arrêté préfectoral du 20/09/2007.

L'exploitant a indiqué qu'il procédera en 2024 à une nouvelle analyse de ses rejets. Il a transmis le devis 2519761.1 établi par l'APAVE pour la réalisation des analyses sur les eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite